



Des écoles bloquées pour protester contre la fermeture de deux classes

Alors que deux classes sont menacées de fermeture à Brionne, des parents d'élèves ont manifesté leur mécontentement en bloquant l'accès aux écoles vendredi.

« **En classe comme un poisson dans l'eau, pas comme une sardine en boîte.** » La banderole accrochée devant l'école Georges Brassens à Brionne résumait bien le mouvement de protestation qui s'est déroulé ce vendredi 27 janvier. Des parents d'élèves se sont rassemblés en début de matinée pour bloquer l'accès à l'établissement afin de montrer leur mécontentement contre le projet de carte scolaire, qui prévoit la fermeture de deux classes dans la cité risloise à la rentrée de septembre 2023 : une en maternelle et une autre en élémentaire à l'école Pergaud, dont les grilles étaient également entourées de rubalises, sans empêcher toutefois quelques enfants de rejoindre la garderie.

« **On souhaite vraiment marquer le coup**, explique Justine, une maman d'élève. **J'ai vu en faisant des recherches que dans d'autres communes en France de telles mobilisations pouvaient aboutir et empêcher les fermetures.** »

Un signal négatif pour la ville

Une action « **blocage d'écoles** » qui s'est décidée suite à une réunion d'information organisée à la mairie de Brionne mercredi 25 janvier en présence des enseignants et des parents. « **Nous avons prévenu les familles, des flyers ont été distribués et nous avons déposé une annonce de manifestation** », indique une jeune femme. En amassant pancartes en carton et palettes de bois, sous l'œil de la gendarmerie, les parents ont voulu montrer leur farouche détermination à préserver les conditions d'enseignement, inquiets de la hausse des effectifs dans les classes si les suppressions de postes se concrétisent.

« **Nous avons le profil d'une école REP (réseau d'éducation prioritaire), même si nous ne sommes pas considérés comme tels** », témoigne une maman, en évoquant les difficultés sociales rencontrées à Brionne. « **Des difficultés qui se retrouvent à l'école** », poursuit-elle. « **Des classes en moins, cela signifie moins de temps consacré individuellement aux enfants** », résume Maéva.

Sylvie peut en témoigner : sa petite fille, en grande section, a besoin d'attention et d'une auxiliaire de vie scolaire pour l'accompagner au quotidien. « **Elle ne supportera pas de**

se retrouver dans une classe où il y aurait trop d'enfants, confie-t-elle. Il faut un effectif raisonnable pour favoriser l'inclusion des élèves. C'est pour cela que nous devons nous battre pour garder les classes ouvertes. C'est une question de bienveillance pour les enfants. »

Une maman raconte avoir quitté la région parisienne en espérant trouver une meilleure qualité d'enseignement en province. **«Et il y a une équipe pédagogique au top ici, ce serait dommage de toucher à quelque chose qui fonctionne »**, dit-elle. Ces fermetures seraient un signal négatif qui pourrait faire fuir des familles ou en dissuader d'autres de venir s'installer à Brionne, arguent les parents.

Ceux-ci, qui ont aussi lancé deux pétitions sur internet, ont reçu le soutien du syndicat SNUDI-FO, venu rappeler son opposition à **«la politique du chiffre»** des instances de l'Éducation nationale. **«On nous parle d'une politique en faveur des écoles, mais on ferme des classes. On est en train de casser l'école, comme on a cassé l'hôpital public»**, tonne Romuald Laigniez, secrétaire départemental. La situation à Brionne est symptomatique, selon le syndicaliste. Dans l'Eure, ce sont près de 100 suppressions de classes qui sont envisagées pour seulement sept ouvertures, ajoute-t-il.

«La directrice académique des services de l'Éducation nationale de l'Eure (DASEN) se cache derrière les flux démographiques et la baisse du nombre d'élèves, mais ce serait justement l'occasion d'améliorer les conditions de travail et de favoriser le bien-être des enfants et des enseignants en ayant des effectifs plus réduits dans les classes, considère Romuald Laigniez. Avoir des classes de 19 élèves, ce n'est pas si choquant. »

Les arguments du maire

La municipalité, représentée ce vendredi matin par Marion Poulain, adjointe aux affaires scolaires, apporte son soutien à la défense des deux classes menacées de fermeture. **«Mais on ne cautionne pas le blocage des écoles, on aurait préféré une action plus consensuelle**, précise Aurélie Lefebvre, la directrice générale des services de la Ville. **Pour autant, on ne l'entrave pas non plus.»** Sollicitée par la gendarmerie, la mairie de Brionne a ainsi refusé d'intervenir pour retirer les barrières. Le personnel enseignant a reçu l'ordre de sa hiérarchie de rentrer à l'intérieur de l'école. Les palettes ont finalement été retirées par les parents eux-mêmes vers 11 h.

Le maire a adressé un courrier à l'inspecteur de la circonscription de Bernay, Jean-Yves Mary, et à la DASEN, Françoise Moncada, auprès de laquelle il sollicite une audience. Valéry Beuriot fait part, dans sa missive, de plusieurs arguments, notamment l'importance de préserver certains dispositifs, comme le programme dédié à la très petite section à l'école Brassens, qui nécessite des effectifs allégés, ou le partenariat avec l'école d'orthophonie de Rouen. **"Nous sommes pilotes à ce sujet, avec des équipes ensei-**

gnantes volontaires, pour prévenir les troubles du langage", soutient-il. A l'école Pergaud, une organisation pédagogique adaptée permet la prise en charge des élèves en situation de handicap. "Et ce n'est pas la même chose de gérer 26 ou 27 élèves aujourd'hui qu'il y a 20 ans, la difficulté s'est accrue et la société a évolué", souligne aussi Valéry Beuriot, qui a demandé au président de l'intercom Bernay Terres de Normandie de formuler un soutien officiel alors que de nombreuses classes sont menacées de fermeture dans le territoire.

Rendez-vous a été donné ce mercredi 1^{er} février à 14 h pour une manifestation à Évreux devant le siège de la direction académique. La Ville de Brionne a prévu d'utiliser son minibus pour conduire le maximum de personnes sur place.

Anthony Bonnet



Des parents se sont rassemblés vendredi 27 janvier pour montrer leur opposition.



La mobilisation s'est déroulée en présence de la gendarmerie.